

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 19/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CARRIERES D'OCCITANIE

106 route de Cabroulet
Gabaude
81260 Le Bez

Références : 81-CARMIN-2024-42

Code AIOT : 0006803472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement SARL CARRIERES D'OCCITANIE implanté Fontcrabe 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du PPC (plan pluriannuel de contrôle).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CARRIERES D'OCCITANIE
- Fontcrabe 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803472

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière a été autorisée par arrêté préfectoral en date 27 décembre 2004 pour une durée de 25 ans et une production de 3000 tonnes annuelle maximale, et prolongée de 10 ans soit jusqu'au 26 décembre 2039 par arrêté préfectoral complémentaire en date du 3 juillet 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 03/07/2024, article 5	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	AP Complémentaire du 03/07/2024, article 7	Sans objet
3	Aménagement préliminaire	Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral du 14/04/2022 mettant en demeure la SARL Carrières d'Occitanie pour absence de garanties financières a été levé en date du 31/08/2023.

Par ailleurs, les non-conformités relevées, et les observations formulées ont fait l'objet d'actions correctives par le dépôt d'un "porter à connaissance" qui a donné suite à un arrêté préfectoral complémentaire de "modification des conditions d'exploitation" en date du 03/07/2024 .

Depuis plusieurs années, la société les Granits de Sept-Faux, exploitante de la carrière jumelle à la carrière d'Occitanie, exploitait le granit pour le compte de cette dernière, en qualité d'entreprise extérieure.

Toutefois, la société les Granits de Sept-Faux, a en 2023 fait l'objet d'un changement d'exploitant détenant plusieurs carrières à son actif. Le personnel et les engins ont été mis à disposition sur une autre carrière, laissant la carrière d'Occitanie sans possibilité d'exploiter (plus d'engins plus de personnel).

De fait, la carrière d'Occitanie n'est plus en activité depuis février 2024. L'exploitant envisage la vente de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2024, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, zone mitoyenne
Prescription contrôlée : Une dérogation aux dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières est accordée aux limites Nord des parcelles section BD n° 75, 76, 77, 78, 79 avec les parcelles section BD n° 73 et section BM n° 64 et 65 exploitées par la carrière voisine. Les dispositions suivantes sont applicables à cette zone mitoyenne : - le chemin entre ces parcelles est déplacé de façon à faciliter l'exploitation [...].

<p>Constats :</p> <p>La circulation entre les deux carrières jumelles (Carrière d'Occitanie et Granit de 7 Faux) est présente, cependant, depuis février 2024 les deux carrières ne sont plus exploitées.</p> <p>La carrière de Granit de Sept Faux (en qualité d'entreprise extérieure) a fait l'objet d'un changement d'exploitant, le personnel et les engins nécessaires à l'extraction ont été mis à disposition sur une autre carrière.</p> <p>La carrière d'Occitanie (visitée ce jour) dépendante pour l'exploitation de la carrière jumelle Granit de Sept Faux n'est plus en mesure d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/07/2024, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Travaux d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation est menée sur deux zones, l'une située à l'Ouest du site et l'autre à l'Est.</p> <p>Dès la première phase, l'exploitation atteint les cotes minimales sur les deux zones Ouest et Est (respectivement de 400 m NGF et de 435 m NGF).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation se déroule sur les deux secteurs Ouest et Est, conformément au plan de phasage de la première phase (prolongation de 10 ans par APC précité soit jusqu'au 26 décembre 2039). Toutefois, l'extraction n'étant plus possible suite au changement d'exploitant de la carrière jumelle (Granit de Sept Faux) les derniers travaux d'extraction sur la carrière visitée ont eu lieu en février 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées des suites à donner à son exploitation (vente-cessation...)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Aménagement préliminaire

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2004, article AP1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Identification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en place à ses frais, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p>

L'identification est présente au niveau de l'accès du site, sur le bâtiment à l'usage d'atelier. Ce dernier, équipé d'une zone étanche et d'une fosse, est cadenassé. Il est vide de tout matériel dans la mesure où depuis février 2024 la carrière n'est plus en activité. L'accès au site est sécurisé par une clôture bétail et une signalétique à l'usage du public est présente.

Type de suites proposées : Sans suite